

# COMBAT OUVRIER

Mensuel communiste révolutionnaire (trotskyste)

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire  
en Martinique et en Guadeloupe

Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe  
Pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale

N° 90

Mercredi 6 septembre 1978

PRIX : 1 F

## EDITORIAL

### Inflation, chômage... cela ne dérange ni le gouvernement, ni les riches

**H**AUSSE des prix, baisse du dollar, augmentation du chômage... l'économie mondiale s'installe dans une crise dont ne voit pas l'issue.

En France et dans les territoires contrôlés par l'Etat français, la hausse des prix fait rage ainsi que le chômage. On estime que depuis huit ans, les prix ont doublé en France et dans les « DOM » et « TOM ». Notons d'ailleurs que dans ces derniers territoires, les prix sont plus élevés qu'en France. De même, le taux de chômage y est aussi beaucoup plus important.

Le gouvernement conduit une politique qui consiste à faire accepter la situation présente à la population. Discours et explications savantes de Barre se succèdent pour nous convaincre que la politique du gouvernement est la meilleure possible. Que désormais il faut s'habituer à payer les marchandises de plus en plus cher. C'est ce que le Premier ministre français appelle la « vérité des prix » !

Mais apparemment, cette « vérité des prix » ne joue que dans un sens : celui qui est favorable aux grandes entreprises. La valse-hésitation pour une éventuelle baisse du prix de l'essence a été très démonstrative de ce fait. Le gouvernement, après avoir lancé lui-même l'idée d'une prochaine baisse de l'essence, a reculé à la première injonction contraire des sociétés pétrolières.

Pour le chômage, il en est de même. « Le chômage n'est pas une fatalité, et le gouvernement va le combattre », c'est le vieux couplet que Barre sert au public. Mais aujourd'hui autant qu'avant, des travailleurs de nombreux secteurs sont licenciés.

En Martinique, au cours des derniers mois, des centaines d'ouvriers ont été licenciés dans le bâtiment. D'une façon générale, l'insécurité d'emploi règne. Et les organismes qui dépendent du gouvernement de Barre ne font rien contre cela. En Guadeloupe, la SIG, la Colas, après bien d'autres, prévoient des licenciements massifs. En réduisant la production sucrière, là encore, les grosses sociétés françaises vont créer un chômage important, jeter à la rue plusieurs centaines de travailleurs des usines à sucre.

Le gouvernement berce les travailleurs et toute la population laborieuse de mots. Ni pour empêcher les licenciements, ni pour créer des emplois nouveaux, aucune action rationnelle et suivie n'est entreprise par le gouvernement. Ce sont les capitalistes qui font la loi. Ils ouvrent ou ils ferment librement leurs entreprises. Le fait de posséder des capitaux importants leur donne ce droit exorbitant de décider du sort de milliers de gens.

Et particulièrement aux Antilles, il est patent que nos deux pays, la Guadeloupe et la Martinique, sont soumis à la mainmise des grosses sociétés. Il est tout aussi patent que cette mainmise va en s'accroissant. Car aux monopoles existant déjà viennent s'ajouter de nouveaux requins, qu'ils s'appellent Compagnie Fruitière ou Compagnie de Navigation mixte et autres. D'ici peu toutes les activités économiques des deux îles seront

(Suite page 3)

## Guadeloupe :

### La compagnie fruitière a le feu vert du gouvernement

**C**OMME on pouvait s'en douter, la Compagnie Fruitière a obtenu le feu vert du gouvernement pour développer la culture de la banane, sur les terres actuellement plantées en canne.

Paul Dijoud a révélé sa position au journal *France-Antilles* dans une longue déclaration, et à ce sujet, il n'a pas jugé utile de biaiser.

Dijoud, sur un ton paternaliste autant que méprisant, sévère autant que menaçant, découvre que la « chance » de la Guadeloupe serait la venue de cette grosse société. En raison de cela, il ne saurait admettre aucun « chantage » venant de ceux qui voudraient empêcher la réalisation du projet. Quant à ceux qui ne sont pas encore d'accord, mais qui, eux, sont « des Guadeloupéens de bonne foi », eh bien, il faut leur « expliquer ». Pour sa part, Dijoud est convaincu de l'intérêt de l'opération et il ne se laissera pas « intimider ».

Mais il y a une chose que Dijoud ne dit pas dans sa longue



déclaration, c'est qu'en tant qu'homme du gouvernement capitaliste et colonialiste français, sa première mission est d'être le défenseur, direct ou indirect, des intérêts des gros bourgeois français. Et c'est bien en tant que commis des capitalistes de la Compagnie Fruitière qu'il a été

chargé de favoriser la réalisation du projet de cette société dans les meilleures conditions. Et le ton, préoccupé et sérieux, qu'il emploie pour annoncer la position du gouvernement, les soi-disant soucis du développement de l'emploi qu'il affiche, ne sont que flagorneries.

## Martinique :

CENTRE HOSPITALIER DE FORT-DE-FRANCE :  
ATTEINTE AUX DROITS SYNDICAUX

### LA DIRECTION RECULE

**L**E 25 août, la direction du Centre hospitalier de Fort-de-France traduisait notre camarade Ghislaine Joachim Arnaud devant le Conseil de discipline. Cela, dit la direction, pour absence non justifiée. Cette mesure faisait éclater l'indignation du personnel. Celui-ci estimait alors que la sanction dont on menaçait Ghislaine Joachim Arnaud était non seulement injuste mais constituait une atteinte au droit syndical. La direction reprochait non seulement à Joachim Arnaud d'avoir outrepassé — ce qui est faux — le crédit d'heures mis à sa disposition en tant que déléguée du personnel et en tant que responsable syndicale, mais de n'avoir pas voulu justifier l'utilisation de ces heures. A la veille de la réunion du Conseil de discipline, un premier mouvement de

grève en solidarité avec notre camarade et contre l'atteinte aux droits syndicaux fut lancé le 24 août. Le 25, jour du déroulement du Conseil de discipline, la grève continua et le Conseil fut boycotté par tous les syndicats (CGT, CFDT, FO). Reportée au 1<sup>er</sup> septembre, cette réunion du Conseil de discipline provoqua une nouvelle grève. La presse, entre-temps, s'était emparée de l'affaire qui sortit ainsi du cadre du Centre hospitalier. Les travailleurs des autres hôpitaux manifestèrent aussi avec Joachim Arnaud. Finalement, devant la persistance des protestations le Conseil de discipline ne prononça qu'un « avertissement sans inscription au dossier » !, ce qui est un aveu à la fois de l'hypocrisie et du recul de la direction.

Dans les conditions de la fin



Notre camarade Ghislaine Joachim-Arnaud.

d'août, étant donné qu'une grande partie du personnel était encore en vacances, on peut considérer qu'il s'agit là d'une demi-victoire. La leçon à tirer de ces faits s'est qu'il ne suffit pas que le directeur du Centre hospitalier soit membre du Parti Communiste martiniquais et le président du Conseil d'administration, un dirigeant du PPM, comme c'est le cas pour MM. Zobda et Darsières, pour que les libertés syndicales soient davantage respectées dans l'établissement qu'ils dirigent qu'ailleurs. Il faut aussi noter que c'est à la suite de l'action et grâce à la détermination d'une partie des travailleurs hospitaliers que la direction a reculé.

Voilà qui augure bien des luttes à venir au Centre hospitalier de Fort-de-France.

## MARTINIQUE :

### A propos de la foire agricole de Sainte-Marie

# QUEL EST LE PROBLÈME DE L'AGRICULTURE EN MARTINIQUE ?

Le succès important remporté par la foire agricole de Sainte-Marie (organisée par le Centre départemental des jeunes agriculteurs) illustre bien l'intérêt croissant qu'éprouve le public martiniquais pour les problèmes de l'agriculture de son pays.

Les stands présentés pouvaient faire illusion sur l'état actuel de l'agriculture en Martinique, et surtout sur les perspectives d'avenir qui lui sont réservées dans le cadre du système actuel. Certes l'exposition prouvait que l'agriculture en Martinique est riche en

possibilités de toutes sortes. Cependant les visiteurs en sortaient avec un goût d'insatisfaction, rien ni personne dans toute l'exposition n'ayant répondu aux questions qu'ils se posaient depuis le début : Pourquoi la crise actuelle de l'agriculture ? Qu'est-ce qui peut expliquer une telle faillite ? Comment y remédier ?

Ainsi des stands présentaient les centres de formation agricole des jeunes, mais n'évoquaient pas le moins du monde le manque total de débouchés dans ce secteur qui fait que les jeunes le désertent en masse. De magnifiques produits maraîchers poussés dans

la terre martiniquaise étaient montrés aux visiteurs, mais personne n'expliquait pourquoi ces produits sont si chers, ni pourquoi, alors que la terre est riche et fertile, la moitié de ce qui est consommé en Martinique est importée de France ou d'ailleurs. Dans le domaine de l'élevage se posait le même problème. Bien sûr, de beaux spécimens de bétail étaient présentés, mais alors pourquoi plus de la moitié de la viande ainsi que la presque totalité des produits laitiers consommés en Martinique proviennent-ils donc de l'étranger ?

Tout laissait penser dans cette exposition que si l'agriculture en Martinique est dans un tel état de sous-développement, c'est la faute des agriculteurs eux-mêmes, de leur manque d'initiative et d'énergie. Quant aux autorités officielles qui patronnaient cette foire-exposition (préfet, sous-préfet, armée, député-maire UDR Camille Petit), elles entendaient bien faire comprendre au public que le gouvernement pour sa part fait tout ce qui est en son pouvoir pour promouvoir le développement de l'agriculture en Martinique.

Tout cela ne suffit pourtant pas à cacher la décadence actuelle de l'agriculture en Martinique, ni le non-sens, ni l'aberration sans nom qu'elle constitue. Et cela, en regard non seulement des be-

soins à satisfaire mais également des immenses possibilités que recèle la terre martiniquaise, tant au point de vue des cultures fruitières, maraîchères, vivrières, que de l'élevage ou de l'exploitation des forêts par exemple.

L'origine de cette crise n'est pas un mystère. La stagnation et même la régression de l'agriculture en Martinique, comme en Guadeloupe d'ailleurs, découlent de la nature même du système colonial dans lequel nous vivons : un système qui privilégie une poignée de riches et de puissants, au détriment de la grande masse de la population et de dizaines de milliers de paysans pauvres.

Car la moitié de la terre appartient à de riches propriétaires qui l'utilisent uniquement à des fins de profit individuel (cultures d'exportation, spéculations immobilières) et non avec le souci de produire ce qui est nécessaire à la consommation du pays. Ce petit nombre de gros propriétaires possède les meilleures terres, les plus fertiles. Mais ils ont aussi de nombreux intérêts et des capitaux placés dans le secteur de l'importation, et les excellentes relations qu'ils ont avec le pouvoir en place font que ce sont eux et leurs amis capitalistes qui réglementent la vie économique du pays. Aussi l'agriculture et l'élevage ne seraient réellement encouragés et développés que si

ces gros propriétaires et capitalistes y trouvaient un bénéfice quelconque.

Mais tant qu'eux ou leurs amis amassent de grosses fortunes sur l'importation de fruits, légumes, viande, œufs, beurre, etc., pourquoi ces productions seraient-elles développées sur le sol de la Martinique ? Dans la société capitaliste, c'est le profit particulier qui fait la loi, non l'intérêt général.

A l'autre bout de l'échelle, la grosse masse des petits paysans se partage de minuscules parcelles insuffisantes pour vivre et voit ses revenus déjà bien maigres baisser d'année en année. Sans crédits, sans matériel, sans moyens pour améliorer leur production ils attendent avec de moins en moins d'espoir et d'illusions que le gouvernement réalise les multiples promesses d'aides, de promotions, de subventions, etc. que ses émissaires, ministres, spécialistes, responsables de tous poils, leur prodigent généreusement à chacune de leurs visites.

Non, le problème de l'agriculture n'est pas un problème de nature du sol, de climat, de pluie ou de sécheresse. C'est avant tout un problème social. C'est le problème de savoir à qui profite dans cette société les richesses, et qui a intérêt à ce que soit menée telle ou telle politique.



De conférences en conférences... les problèmes restent entiers.

## GUADELOUPE :

### La disparition de l'activité sucrière

# UN MAUVAIS COUP CONTRE L'ÉCONOMIE

En dépit de toutes les déclarations rassurantes de Dijoud selon lesquelles le gouvernement allait protéger la culture de la canne, il semble bien que l'on s'achemine en Guadeloupe vers une diminution des surfaces plantées en canne et peut-être à plus long terme vers la disparition pure et simple de l'économie sucrière.

En effet, l'implantation de la Compagnie Fruitière en Guadeloupe peut très bien signifier que les capitalistes du sucre et du rhum sont décidés à larguer totalement la canne, si la banane leur semble plus rentable, même momentanément.

Et cela risque d'être ainsi pour deux raisons principales : la première, c'est que depuis environ trois ans, le quota de bananes réservé à la Guadeloupe n'est pas atteint, mieux, les quantités livrées en France vont en diminuant. La seconde raison tient au fait que la Compagnie, en introduisant et en utilisant à fond la mécanisation à divers stades contribuera à coup sûr à une baisse du prix de revient de la banane à la production.

Cette baisse du prix de revient et les profits qu'elle laisse présumer ne pourront qu'attirer toujours plus les capitalistes sucriers. C'est dire qu'une véritable menace de disparition plane sur l'économie sucrière. Si une telle menace se précisait, elle provoquerait la ruine et le chômage pour des milliers de petits planteurs, de petites gens, des travailleurs agricoles et industriels.

Les travailleurs de ce secteur ont donc bien raison de vouloir empêcher les capitalistes d'aban-

donner et de faire disparaître l'économie sucrière.

Quoique de moins en moins rentable, pour les petits planteurs et colons et ouvriers agricoles, la culture de la canne constitue la principale source de revenus d'au-

moins deux familles sur trois dans les communes rurales.

Décider de la faire disparaître comme tentent de le faire les capitalistes et l'administration coloniale ne peut être qu'un projet criminel surtout quand rien d'au-

tre n'est proposé à la place.

C'est pourquoi notre tendance ne manquera pas d'être du côté de tous ceux, colons, petits planteurs, ouvriers agricoles et industriels qui s'opposent à la réalisation de ce projet criminel.

## Pour les capitalistes du sucre

# Autre temps, autres sources de profits

C'EST la crise mondiale du sucre à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle qui fera passer les anciennes « habitations » des mains des propriétaires traditionnels dans celles des grosses sociétés.

En effet, vers 1884, on assiste à une énorme surproduction de sucre qui fera baisser en flèche le cours mondial. Cela contribuera à ruiner rapidement les grandes familles propriétaires, « les habitants ». La banque du « crédit foncier colonial » reprendra petit à petit la plupart des grands domaines pour les revendre à des sociétés anonymes françaises et à des grands propriétaires de la Martinique.

Dès cette époque, on assiste à une concentration rapide des terres. C'est ainsi qu'apparaîtront en Guadeloupe les grandes surfaces plantées en canne autour de

quelques usines appartenant à une poignée de gros capitalistes. La société des sucreries coloniales, ancêtre de la SIS (Darbousier), est l'une des plus importantes.

D'autre part, existe une zone importante de terres exploitées en colonat partiaire (métayage) ou en petite propriété par des milliers de paysans pauvres. Ces derniers dépendent dès cette époque de l'usine qui broie leurs cannes et qui fixe le prix de la tonne de canne.

Pendant des dizaines d'années, la production de sucre fera la fortune de ces grosses sociétés anonymes qui réaliseront des profits colossaux en Guadeloupe. Jusqu'à ces derniers temps, et encore à l'heure actuelle, l'essentiel de la vie économique et sociale de la Guadeloupe a été

fondé sur l'industrie sucrière.

Aujourd'hui, les grosses sociétés, les capitalistes usiniers, ne réalisent plus sur la canne les profits d'antan. C'est pourquoi ils ont, pendant ces quinze dernières années, fermé des usines, concentré les terres, mécanisé à outrance, licencié des milliers de travailleurs, spéculé sur des terres qu'ils revendent aux sociétés immobilières.

Aujourd'hui, ils veulent revendre des milliers d'hectares plantés en canne à la Compagnie Fruitière pour y planter de la banane et de l'ananas. Les capitalistes usiniers veulent réduire encore plus les surfaces plantées en canne.

C'est cette course aux profits qui explique que ces capitalistes sont prêts à détruire l'économie sucrière de la Guadeloupe.

## Martinique : DU RIFI CHEZ LES GROS PLANTEURS DE BANANE

Les récentes déclarations de Paul Dijoud, secrétaire d'Etat aux DOM, ont provoqué une levée de boucliers chez les gros planteurs de banane de Martinique. Le secrétaire d'Etat a en effet soutenu officiellement l'implantation de la Compagnie Fruitière en Guadeloupe, accusant par ailleurs les planteurs de la Martinique de produire une banane de mauvaise qualité. Aussitôt des protestations se sont élevées de toutes parts chez les gros propriétaires martiniquais (les Fabre et compagnie, soutenus par les Emile Maurice et Sablé), qui s'inquiètent de ce que le gouvernement favorise la grosse société française à leur détriment. Car dans cette affaire, la Compagnie Fruitière risque fort de raffer une grosse partie des marchés qui leur sont actuellement réservés.

Cet appui officiel à des capitalistes plus puissants qu'eux-mêmes a de quoi inquiéter les gros planteurs. Aussi accusent-ils le gouvernement d'ingratitude, eux qui en étaient les défenseurs les plus acharnés... tant qu'ils bénéficiaient seuls des nombreux avantages réservés aux gros exportateurs de banane ! Après avoir écrasé plus petits qu'eux, les voilà à leur tour victimes des lois de la concurrence. La loi est dure, mais c'est la loi... dans la société capitaliste !

Quant aux ouvriers agricoles et aux petits planteurs, ces rivalités d'intérêts entre capitalistes ne les concernent pas. Ils n'ont que faire des larmes hypocrites versées sur leur sort par les gros planteurs, qui pensent ainsi émouvoir l'opinion publique. Leur intérêt à eux ne passe pas par la défense des gros propriétaires, aussi « martiniquais » et « antillais » soient-ils ! Leur intérêt, c'est de lutter contre ceux qui les exploitent, tous ceux qui les exploitent, quelle que soit leur nationalité ou la couleur de leur peau.

Pour les riches,

# Même les bavardages de Dijoud sur les privilégiés sont de trop

**P**DIJOU, le nouveau ministre des soi-disant DOM, vient de faire une déclaration qui contredit ses propos antérieurs sur une soi-disant lutte qu'il voulait mener contre « les privilégiés ». On se souvient en effet que lors de son premier

passage aux Antilles, M. Dijoud avait fait sensation en Martinique. Il avait jeté un certain trouble en parlant de « mettre fin aux privilèges ». Il n'en avait pas fallu plus pour que riches et gens aisés fassent mine de se sentir visés.

Depuis lors, le journal **Carib-Hebdo** ne ratait pas une occasion de lancer des « pointes » contre Dijoud. Certains autres se sont même posés sérieusement la question : Dijoud s'attaquera-t-il aux privilèges des grandes familles békées en Martinique et aux grandes sociétés possédant la terre en Guadeloupe ?

Toute cette fausse naïveté des milieux de gros commerçants et de riches planteurs n'avait cours que pour mieux tromper le public. Il s'agissait là d'une scène jouée mille fois par ces ministres et autres politiciens. Ils font semblant de s'en prendre à ceux qui auraient accumulé trop de richesses et ceux-ci crient qu'on les égorge ! Mais il faut croire que ces propos « anti-privilèges » de Dijoud étaient trop gênants pour la bourgeoisie locale puisqu'il a dû les démentir. Le voilà qui fait au contraire l'éloge des « belles fortunes », des gens qui ont du bien, etc.

Dijoud aurait finalement mieux fait de se taire sur « les privilèges ». Il vient de montrer que ce sont les privilégiés qui sont ses maîtres et que ceux-ci ne tien-

ent finalement pas à ce qu'un ministre des colonies ait l'air de vouloir limiter leur appétit de profits. Les privilégiés sont les maîtres de la colonie, et le pouvoir

et ses représentants sont là pour maintenir et perpétuer cet état de fait et non pas pour le mettre en doute, même d'une manière hypocrite.

## EDITORIAL (suite de la page 1)

contrôlées par de grosses entreprises françaises ou multinationales.

L'agriculture est déjà soumise aux gros propriétaires locaux ou français, le commerce (import-export) est aux mains de ces mêmes propriétaires. Le transport sera pris en main sous peu par des sociétés françaises de transport en conteneurs. L'économie des Antilles réclame des dispositions particulières. L'agriculture doit être reprise et transformée, le commerce extérieur doit être dirigé en rapport avec le développement d'une agriculture vivrière.

Le gouvernement français refuse de mener à bien une telle politique et favorise l'existence de domaines agricoles de plusieurs centaines ou même de plusieurs milliers d'hectares où ne sont pratiquées que deux cultures d'exportation. La politique d'un tel gouvernement est une politique de faillite. Faillite que les couches laborieuses de la population paient chèrement.

Il importe pour l'avenir des Antilles que les travailleurs et toute la population laborieuse prennent conscience qu'ils ont intérêt à mettre un frein à une telle politique de faillite.

Les solutions aux problèmes économiques des Antilles dites françaises ne pourront venir que des travailleurs antillais eux-mêmes.



# Activités de Combat Ouvrier pendant les vacances

**D**URANT cette période de vacances où, la vie politique était plutôt calme, notre tendance a mené une série d'activités en essayant de tirer parti précisément de l'ambiance des vacances et de la disponibilité des jeunes et des moins jeunes en cette période.

C'est ainsi que nous avons organisé deux projections-débats à Ste-Rose, une conférence à Capesterre suivie d'une après-midi culturelle.

Ensuite, les fêtes de commune nous ont permis de tenir un stand à Mahaut (Pointe-Noire), à Petit-Bourg et à Capesterre. De nombreux jeunes et des travailleurs ont pu discuter et s'entretenir avec nous, lire nos panneaux, acheter des livres et aussi manger et boire dans une ambiance sympathique.

Dans les stands de Petit-Bourg et de Capesterre le gros-ka a aussi rassemblé de nombreuses personnes.

Lors de deux après-midi culturelles à Capesterre et à Pointe-Noire nous avons projeté le film **Toutes les Joséphine ne sont pas des impératrices**, qui nous était parvenu de la Martinique.

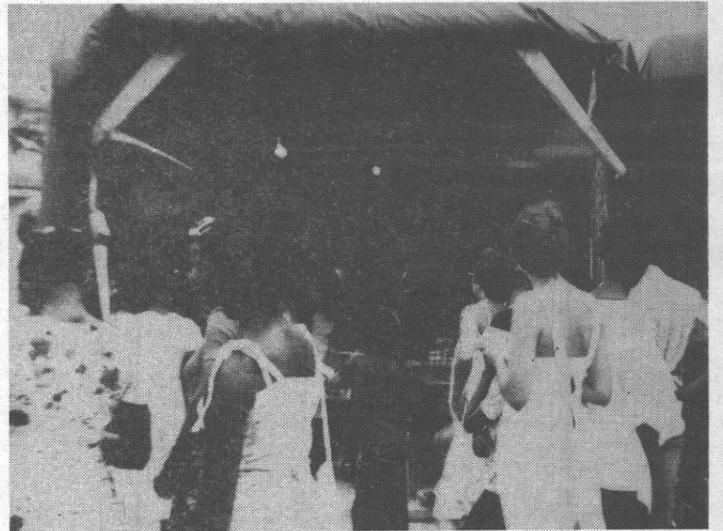
A Capesterre, le 5 août, l'orchestre des jeunes et le groupe de Gros-Ka de l'OMSC ont animé l'après-midi culturelle avec bonne humeur et bénévollement.

Quant aux municipalités, celles de Capesterre, de Goyave, de Pointe-Noire, de Sainte-Anne, nous ont facilité la tâche dans la mesure de leurs possibilités, mettant salle, emplacement et parfois chaises et tables à notre disposition. Nous apprécions à sa juste valeur ce souci démocratique.

Seul, M. Beaujean, maire du Moule, s'est encore une fois distingué par un manque total d'esprit démocratique à notre égard en nous refusant un emplacement à Château-Gaillard en vue d'y tenir un stand. Il est vrai que M. Beaujean est un habitué de ce genre de méthodes. N'avait-il pas l'an dernier envoyé ses nervis contre les militants de Combat Ouvrier ?

De toute façon, ce seul petit point noir ne nous empêche pas à l'heure où nous écrivons de poursuivre une tournée des communes, de vendre notre presse et nos brochures et de prendre contact avec les travailleurs.

Une projection-débat est encore prévue à Ste-Anne ainsi qu'une après-midi culturelle au Lamentin. Ces deux manifestations clôtureront notre programme.



## Guadeloupe :

### Où en est la lutte des ouvriers de la Colas

Au moment où nous écrivons, les ouvriers de la Colas viennent de terminer leur troisième semaine de grève.

Depuis le 7 août, en effet, ces travailleurs se sont mis en grève, à l'appel de la CGTG et de la FTG, afin d'empêcher la direction de l'entreprise de licencier trente et un d'entre eux.

A cette revendication fondamentale s'ajoutent d'anciennes revendications syndicales sur le paiement du treizième mois et l'attribution de diverses primes : ancienneté, salissure, marteau-piqueur, etc.

Jusqu'à ce jour, la direction de l'entreprise n'a cédé en rien aux revendications des travailleurs. Cependant, pour faire céder les patrons du bâtiment, il faut les soumettre à une pression autrement plus considérable que celle qu'ils subissent actuellement. La grève a certes été complète dès le 7 août, mais elle a été singulièrement inactive : pas de gran-

de manifestation, pas de réunion du personnel afin d'organiser la lutte.

Les ouvriers du bâtiment peuvent faire céder leur direction, il suffit qu'ils le veuillent et qu'ils s'organisent en ce sens. Pas uniquement au niveau de la société Colas d'ailleurs ! Car dans tout le secteur du bâtiment, les problèmes sont les mêmes.

Organiser la lutte entreprise après entreprise, comme cela a été fait jusqu'à présent, n'a conduit à aucun résultat positif.

C'est bien la preuve que c'est une lutte d'ensemble de tous les chantiers existant en Guadeloupe qui doit être organisée. Seule une telle façon de mener la lutte peut mettre en danger les profits des capitalistes du bâtiment et les obliger à supprimer toutes les mesures de licenciement.

Si les travailleurs du bâtiment sont prêts à mener une telle lutte, nul doute qu'elle se terminera de façon positive pour eux.

## LA S.A.T.T. :

### Une petite brèche dans le monopole d'Air France

**D**EPUIS début juillet, une compagnie de charters assure le transport de passagers entre l'aéroport de Mulhouse-Bâle et les Antilles. Son nom : la SATT (Société Antillaise de Transport Touristique). Fondée à l'initiative d'hôteliers désireux d'augmenter leur clientèle, cette compagnie, de par sa situation, semble plutôt destinée au départ à attirer des touristes européens, que les tarifs d'Air France décourageaient jusqu'ici de venir visiter les Antilles. Sans doute un certain nombre d'Antillais pourront-ils

en profiter eux aussi pour voyager à moindres frais.

Il ne faut cependant pas se leurrer sur son importance : le nombre de passagers que la SATT est autorisée à transporter est limité par rapport au nombre de personnes voyageant chaque année entre les Antilles et la France. Et la compagnie Air France tient trop à la ligne des Antilles, qui lui permet non seulement de rattraper ce qu'elle perd sur d'autres lignes, mais même de faire des bénéfices, pour tuer de ses propres mains cette poule aux œufs d'or !

## COMBAT OUVRIER

Directeur de publication :  
Jocelyn BIBRAC  
Adresse :

toute correspondance :  
ANTILLES :  
Gérard BEAUJOUR  
BP 214

97110 POINTE-A-PITRE  
(GUADELOUPE)  
ou BP 308

97204 FORT-DE-FRANCE  
(MARTINIQUE)  
FRANCE :

Combat Ouvrier  
BP 80

93302 AUBERVILLIERS  
Cédex

Impression  
ICT - Paris

Commission paritaire  
N° 51-728

### TARIF DES ABONNEMENTS

ANTILLES :  
— sous pli fermé 1 an : 15 F  
ETRANGER : écrire au journal  
Tous versements de fonds,  
abonnements et soutiens doivent être faits à :

Jocelyn BIBRAC  
CCP 32 566 71 La Source

# Le peuple nicaraguayen se soulève contre la dictature sanguinaire de la famille Somoza

UNE grève générale illimitée a débuté au Nicaragua depuis le 27 août. Des affrontements violents opposent la population à la garde nationale fi-

dèle à la dictature de la famille Somoza. Cette famille dirigée par Anastasio Somoza, actuel dictateur du pays, est arrivée au pouvoir en

1936 grâce aux Marines américains. Depuis, elle fait régner la terreur sur le pays. Les seules méthodes de gouvernement qu'elle connaisse sont les assassinats, les détentions arbitraires et les vols.

quotidiens de la capitale, une chaîne de télévision, ainsi que des intérêts dans les banques, le textile, l'aviation, etc.

Frustrée par cette famille d'une partie de ses revenus, la bourgeoisie est également frustrée du pouvoir. C'est pour ces deux raisons qu'elle réclame la libéralisation du régime et même la fin de la dictature des Somoza. Et elle participe à la grève générale.

Les grévistes et les manifestants veulent le départ du dictateur. Ce dernier s'accroche au pouvoir. Il réprime avec une rare violence les émeutes qui ont éclaté dans les grandes villes. Ainsi la troisième ville, Matagalpa, a été bombardée. Il y eut des dizaines de victimes.

Si ce régime agonisant, détesté par l'ensemble de la population, peut encore durer, c'est parce qu'il bénéficie de la neutralité bienveillante de l'administration américaine et de l'appui des sociétés multinationales comme ITT et United Fruit. Carter veut, pour

honorer ses déclarations sur les droits de l'Homme, se débarrasser de cette dictature mise en place en 1936 par les USA. Mais où trouver un remplaçant ? Anastasio Somoza a fait le vide autour de lui. Il a assassiné tous les leaders politiques plus ou moins opposés à son régime. Le dernier de ceux-ci est J. Chamorro, journaliste libéral, sur lequel comptaient les Américains pour remplacer le dictateur ; il fut assassiné en janvier 1978.

Les Américains craignent que le départ des Somoza ne conduise à la formation d'un gouvernement qui soit tenté de prendre ses distances vis-à-vis des Etats-Unis. Ils redoutent que ce gouvernement s'empare des biens ou d'une partie des biens que les sociétés américaines ont accumulés dans ce pays par l'exploitation et le vol de la population.

Alors Carter hésite, il laisse faire pour le moment. Il laisse poursuivre les massacres.



Cette dictature est vomie par toutes les couches de la population. En particulier par les travailleurs et les paysans pauvres auxquels elle n'accorde aucune liberté sauf celle de se faire exploiter par tous les possédants. Même les bourgeois locaux sont aujourd'hui opposés à ce régime. Ils reprochent à la famille Somoza de mettre à profit le pouvoir d'Etat qu'elle exerce depuis quarante ans pour s'emparer frauduleusement des richesses provenant de l'exploitation du peuple nicaraguayen. En effet, cette famille possède plus de 25 % des terres, le monopole de la bière et du tabac, une bonne partie de la flotte marchande. Elle possède également un port, un des deux

## IRAN : à bas la dictature du chah !

EN Iran, les opprimés ont décidé de se révolter contre le régime de dictature et de misère que leur impose le chah. Depuis le mois de janvier 1978, les manifestations se succèdent. Ni les arrestations, ni les emprisonnements suivis de tortures, ni les massacres par les troupes ne font cesser le mouvement. La population en a assez du régime de répression en Iran. Elle en a assez de la misère face à l'étalage scandaleux de luxe par le chah et sa famille. La population en a assez de la censure dans un pays où le gouvernement ose par exemple demander à la presse de taire les émeutes actuelles.

Bien sûr, les opposants à la dictature du chah ne se battent pas avec un programme clair. Le mouvement est dirigé par les chefs religieux, musulmans chiites, qui réclament le départ du chah, mais aussi des mesures réactionnaires telle la suppression du vote des femmes. Mais malgré tout c'est toute la population qui est rentrée en lutte contre la dictature du chah. Et ce dernier sait qu'il risque aujourd'hui de perdre sa place sur le trône.

Alors tous les moyens lui sont bons pour que continue son règne. C'est ainsi qu'il a tenté d'exploiter au maximum l'incendie d'un cinéma qui fit 477 morts. Mais la population refuse de croire que cet incendie a été perpétré par les opposants. Elle accuse au contraire le gouvernement d'avoir monté ce jour-là une pro-

vocation criminelle.

Par ailleurs, le chah a fait mine d'accorder quelques concessions aux opposants. Ainsi il promet des élections en juin prochain. Il ferme les casinos comme le réclament les chefs religieux. Il a même changé de gouvernement.

Mais en réalité, le seul soutien du chah reste l'impérialisme amé-

ricain. C'est lui qui installa le chah au pouvoir en 1953 par l'intermédiaire de la CIA. C'est lui qui fournit régulièrement au chah le matériel militaire perfectionné qu'il utilise contre les manifestants.

Jusqu'ici l'impérialisme reste prudent. Pour la défense des intérêts américains aucun président

et peut-être même aucun « chah » n'est irremplaçable.

La solution dépend donc de la lutte de la population. Or celle-ci semble bien décidée à se battre pour imposer la libération de prisonniers politiques, la dissolution de la criminelle police politique, la SAVAK, l'établissement de libertés et enfin le départ du chah.

## Hua kuo-feng et le chah complices... des massacres des masses iraniennes

La visite du Premier ministre chinois en Iran alors que le trône du chah vacille sous les coups d'une population en colère, a pris un relief tout particulier. C'est un soutien sans équivoque qu'Hua Kuo-feng — et il l'a d'ailleurs publiquement reconnu — est venu porter au sinistre dictateur qu'est le chah d'Iran.

Que ce soutien se fasse contre les masses iraniennes en révolte ne trouble pas le moins du monde Hua Kuo-feng, Premier ministre d'un pays qui se prétend

socialiste. Les dirigeants chinois n'en sont d'ailleurs pas à leur coup d'essai. A plusieurs reprises déjà, la Chine a choisi de se ranger du côté des dictateurs les plus réactionnaires et les plus sanglants contre les peuples opprimés. Personne n'a oublié comment la Chine s'est retrouvée aux côtés des racistes d'Afrique du Sud contre le peuple angolais, personne n'a oublié non plus les témoignages de sympathie prodigués à Pinochet, à Mobutu...

En fait, les dirigeants chinois se moquent royalement du sort

des opprimés de par le monde. Ce qu'ils veulent c'est se faire le plus d'alliés possible pour être reconnus comme interlocuteurs par l'impérialisme américain. Un régime qui, à l'extérieur, s'allie avec les pires réactionnaires ne saurait être tendre pour ses propres ressortissants, les ouvriers et les paysans chinois. C'est pourquoi l'Etat chinois n'a rien à voir avec le socialisme, c'est pourquoi, aussi, nous avons à nous défier de tous ces nationalistes qui aux Antilles nous le posent en modèle.



(Le Monde)

## AFRIQUE DU SUD : Une société raciste, laide

Bubbles Mponpo et Jannie Beetge, une Noire et un Blanc, ont été retrouvés morts, chacun une balle dans la tête, dans l'appartement qu'ils partageaient à Johannesburg.

Bubbles Mpondo, célèbre mannequin noir d'Afrique du Sud, et Jannie Beetge, un Blanc, s'étaient rencontrés à l'étranger et arrivant en Afrique du Sud, ils n'avaient pas cru devoir se séparer, mieux, ils avaient annoncé leur intention de se marier.

C'est plus que pouvaient supporter les « bien pensants » de ce pays. Ils les ont lâchement assassinés.

En Afrique du Sud, une loi, l'Immorality act, interdit les relations sexuelles et le mariage entre Blancs et Noirs. Les mariages contractés à l'étranger sont purement et simplement considérés comme nuls.

Toute infraction à l'Immorality

act est punie de cinq à sept ans de prison s'il s'agit d'un Blanc surpris avec une Noire, mais de la peine de mort s'il s'agit d'un Noir surpris avec une Blanche.

Bubbles Mpondo et Jannie Beetge eux-mêmes avaient déjà été condamnés en avril dernier à huit mois de prison avec sursis pour avoir été surpris ensemble dans un hôtel par la police.

Bubbles Mpondo et Jannie Beetge n'ignoraient donc pas les risques qu'ils encouraient. Ils ont choisi consciemment de les assumer. Ce défi à cette société raciste qui sévit en Afrique du Sud témoigne de l'aspiration à la dignité des opprimés de ce pays et surtout de la détermination dont certains peuvent faire preuve pour arracher cette liberté.

C'est cette volonté de se battre contre l'injustice qu'aucune répression, qu'aucun assassinat ne pourra extirper.

## LONDRES : 14<sup>e</sup> carnaval antillais La police est discrète alors tout se passe bien

Comme chaque année, les 28 et 29 août derniers, à Notting Hill (Angleterre) a eu lieu le carnaval antillais.

Cette manifestation très populaire, puisqu'elle rassemble en

deux jours 250.000 personnes, avait été l'an dernier l'occasion de heurts très violents opposant de jeunes Antillais à la police.

Cette année, par contre, selon les propres déclarations de la police, le nombre des incidents n'a

été qu'un dixième de celui de l'an dernier.

Il faut dire que, contrairement à l'an dernier, la police anglaise avait choisi d'être relativement discrète si ce n'est parfois complètement invisible.

## JOMO KENYATTA : LES DEUX FACES DU NATIONALISME

Jomo Kenyatta, le « père de l'indépendance » en Afrique noire, vient de mourir. Jomo Kenyatta fut un des dirigeants nationalistes africains du temps de la colonisation. En 1945, avec Kwame Nkrumah, il organisa le premier congrès pan-africain, à Manchester. De 1945 à 1952, il fut président du parti KAU (Kenya African Union). Il organisa une série de meetings de masse en faveur de l'indépendance dans son pays alors colonie anglaise, le Kenya. Cela lui vaudra d'être emprisonné pour sept ans, lors de la révolte des Mau-Mau. Les Mau-Mau

étaient une organisation qui s'était fixée pour but d'assassiner les Blancs en Afrique, et il n'est pas sûr que Kenyatta les approuvait. Mais le colonialisme anglais ne s'embarrassa pas de justifications pour exercer la répression contre lui.

Toutefois, lorsque le Kenya obtiendra son indépendance, Kenyatta sera appelé au pouvoir par la population du Kenya. Bien sûr, il a continué à utiliser un langage « progressiste » ; il se disait partisan du « socialisme africain ». Mais il était violemment anti-com-

muniste. Et lorsqu'il y eut des soulèvements au Kenya il utilisa la force contre les manifestants. Il établit un pouvoir autoritaire et n'hésita pas à faire assassiner des opposants de tribus rivales.

En réalité, Kenyatta avait lutté contre le colonialisme, mais pas contre l'oppression et l'exploitation en général. Aussi les travailleurs n'ont jamais eu droit de contrôle sur leur pays. Et il n'est pas étonnant aujourd'hui que le Kenya soit un pays capitaliste et même un des pays les plus favorables à l'impérialisme.

## REPRESSION A LA REUNION

Le 13 août, les gardes mobiles ont interrompu par la violence une réunion culturelle organisée par les maoïstes à St-Gilles-Bas à La Réunion. La manifestation culturelle n'était pas autorisée, cela voulait dire que les gardes mobiles pouvaient comme ils

l'ont fait, charger la foule sans sommation, blessant plusieurs personnes à coups de crosses de fusil.

Deux militants de l'OCMRL (Organisation communiste marxiste-léniniste) ont été arrêtés et condamnés, Georges Sinamale à

2.000 F d'amende et Claude Allier à 15 jours de prison ferme. Comme quoi, dans ce soi-disant département français qu'est La Réunion, le seul fait d'assister à une manifestation mettant en valeur la culture de l'île est une cause de condamnation.